



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

Communiqué de presse

Grève de la faim des détenus de la Maison d'Arrêt de Rebeuss

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme** exprime sa vive inquiétude face à la crise profonde qui affecte le système pénitentiaire sénégalais depuis plusieurs décennies. La grève de la faim décrétée le 15 septembre par les mille sept cents (1700) pensionnaires de la prison de Rebeuss en est une parfaite illustration.

Selon le WalfQuotidien du Vendredi 16 septembre 2016 : "*Les grévistes sont essentiellement les prisonniers incarcérés dans les cellules 3 (250) et 4 (247). Ceux des chambres 9, 10 et 47 ainsi que les mineurs de la cellule 11 ont rejoint le mouvement. Les grévistes de la faim dénoncent leurs mauvaises conditions de séjour carcéral. Ils ont décidé de se lancer dans le combat lorsque, le jour de la Tabaski, la Direction de l'administration pénitentiaire a décidé de muter les occupants du secteur 5 de la prison de Rebeuss au niveau des chambres 9 et 10.*"

La RADDHO **déplore** cette situation qui traduit une profonde crise qui se caractérise par de mauvaises conditions de détention, dues au surpeuplement des prisons, à la mauvaise qualité de l'alimentation, au manque d'eau et d'hygiène, etc. La RADDHO **qualifie** une telle situation d'inacceptable et injustifiable dans un pays comme le Sénégal qui se targue d'être une vitrine de la démocratie et un Etat de droit ayant comme responsabilité de veiller au respect de la dignité humaine et au traitement égal de tous les citoyens devant la loi.

La RADDHO **considère** que la prison n'est pas un garage, mais plutôt un lieu de privation de liberté où les détenus continuent encore de jouir de leurs droits humains fondamentaux tels que l'alimentation, l'éducation, la santé et l'hygiène.

Elle **interpelle** les autorités gouvernementales pour qu'elles accordent une plus grande attention au respect des droits de la personne humaine, fut-elle un détenu et exige que des mesures idoines soient prises dans les meilleurs délais afin de mettre un terme à cette profonde crise qui affecte le système pénitentiaire sénégalais et qui risque de ternir l'image du pays.

Fait à Dakar, le 16 Septembre 2016

Le Secrétariat Général

